

Mars 2010

Si la dénonciation entre collègues a toujours existé, beaucoup d'entreprises ont mis en place des systèmes pour l'organiser. Après des salariés, la pilule a du mal à passer...

Pour FO Energie et Mines, les systèmes d'alerte ne sont que le pendant des chartes d'éthique mises en place dans les entreprises pour définir ses valeurs mais aussi des règles de comportement du personnel. Cela conduit chaque salarié à devenir un agent de sécurité. De plus, il faudrait se limiter aux questions touchant les domaines financiers et comptables et proscrire l'anonymat car on dérive très vite vers la calomnie. Enfin, cela n'a pas empêché la crise actuelle, liée à des falsifications de comptes !

FO Energie et Mines considère que ces systèmes génèrent de la contre productivité car on délégitime le rôle du manager, ce qui peut entraîner des dégâts considérables. Cela donne aussi le sentiment que tout le monde est coupable et le salarié se sent épié alors que les entreprises ont besoin de recréer de la confiance.

Si l'on rajoute de la défiance et de la méfiance, le management n'arrive plus à créer de la motivation. En effet, ce n'est pas au salarié de jouer les policiers.

En revanche, il faut que dans l'entreprise, les syndicats aient un rôle actif et les cadres et les managers doivent être formés à un vrai management.

Les logiciels et les serveurs téléphoniques d'alerte ne sont finalement que la partie émergée de l'iceberg. La dénonciation a toujours existé dans les entreprises. Il arrive que les employeurs demandent, implicitement ou explicitement, à certains de leurs salariés d'observer le comportement de leurs collègues et de se précipiter dans leur bureau en cas de suspicion d'une attitude non conforme aux règles de bonne conduite de l'entreprise. Pas si simple de dire non à celui qui signe les chèques en fin de mois...

D'autres exigent de certains managers la rédaction de rapports pour évaluer l'efficacité de leurs collaborateurs mais également leur savoir être en relevant des attitudes et des comportements. Cela peut aller jusqu'à préciser les engagements politiques, les convictions religieuses et les préférences sexuelles.

FO Energie et Mines est contre l'institutionnalisation des systèmes de dénonciation. En effet, cela en ferait quelque chose de normal, même si l'on ne pourra jamais empêcher les gens de se dénoncer !